

# Le spectre de la radicalisation

L'administration sociale  
en temps de menace terroriste

---

David Puaud

Préface de Farhad Khosrokhavar



# Le spectre de la radicalisation

L'administration sociale  
en temps de menace terroriste

---

David Puaud

Préface de Farhad Khosrokhavar

2018

PRESSES DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SANTÉ PUBLIQUE

Collection « **Controverses** »

LE PHOTOCOPIAGE MET EN DANGER L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE DES CIRCUITS DU LIVRE.  
*Toute reproduction, même partielle, à usage collectif de cet ouvrage est strictement interdite sans autorisation de l'éditeur (loi du 11 mars 1957, code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992).*

© 2018, Presses de l'EHESP – 2, avenue Gaston Berger – CS 41119 – 35011 Rennes.

ISBN : 978-2-8109-0666-6

[www.pressess.ehesp.fr](http://www.pressess.ehesp.fr)

*Je remercie tout d'abord tous les professionnels rencontrés  
sur le terrain pour leur confiance  
et le partage de leurs expériences vécues.*

*Merci à Farhad Khosrokhavar pour l'attention  
et l'intérêt portés à mon travail.*

*Je tiens particulièrement à remercier Stéphane Gonçalves,  
mon co-équipier et ami, qui a partagé maintes pérégrinations  
relatées dans cet ouvrage. Sans la richesse de nos échanges  
et débats, ce livre aurait sans doute moins de « saveur ».*

*Merci également aux Presses de l'EHESP,  
et plus particulièrement à Yann-Félix Thouault.*

*Enfin, je remercie ma famille, en particulier Emmanuelle,  
Léo et Lisa : merci pour votre patience et l'attention si chère  
que vous me portez au quotidien.*



## Préambule : *Blast*

« Quand on ne peut être un individu à part entière, on devient un individu à part<sup>1</sup>. »

7 janvier 2017, nous sommes à Reims dans le salon principal de la préfecture de la Marne. Sous les ors de la République, nous faisons le bilan de quatre sessions d'une formation-recherche-action réalisée dans la Marne entre 2015 et 2016 (soit 84 heures de formation) auprès d'acteurs sociaux de proximité. Dans la salle se trouvent notamment le préfet, son adjointe, les renseignements territoriaux, des élus de la ville. Le ton est poli. Le préfet est à l'écoute de nos propos. Nous déroulons le contenu de la formation : première journée sur les représentations, puis apports théoriques au niveau sociologique et anthropologique sur la thématique, étude de situation, et forces de la communauté éducative face au phénomène.

Le préfet rappelle que les événements de *Charlie-Hebdo* ont eu lieu exactement deux ans plus tôt, jour pour jour. Il témoigne de ses interrogations et d'une curiosité par rapport à la thématique. Il ne nie pas les orientations répressives, insistant à plusieurs reprises sur le fait que nous sommes dans une situation d'« état d'urgence ». La volonté de l'État est certes d'agir à un niveau répressif, mais dès lors que la sécurité publique est garantie, le préfet met en avant la nécessité d'agir en termes de prévention sociale et éducative en détectant les situations où des enfants peuvent être en danger.

---

1. Jean-François Burgat, *Répliques*, France culture, 7 janvier 2017.

La crainte est de passer « à côté » d'une situation qui pourrait être dramatique.

Le préfet poursuit en nous posant différentes questions : la laïcité ? La différence entre l'embrigadement des filles et garçons ? La question de l'émotion des stagiaires durant les formations ?

Nadir, l'un des deux éducateurs travaillant au sein de la cellule d'accueil et d'écoute des familles<sup>2</sup> (CEAF) du département prend la parole. Il indique que suite à la formation réalisée, les paroles se libèrent, certains salariés ont notamment pu évoquer une situation qui depuis a donné lieu à un signalement. Tout le monde a en tête que l'un des deux frères Kouachi était parti (et résidait) de Reims... du quartier de la Croix rouge. Fin de réunion, on se congratule, puis, soudain, des cris dans le couloir... Le silence règne dans la salle : on s'épie, les regards se font fuyants, interrogatifs. Puis le calme revient, chacun reprend son chemin...

À la sortie de la réunion, un homme discret en costume m'indique son intérêt pour la formation... Méfiant, je lui demande de m'indiquer son mail et sa fonction. Ce dernier note : « commandant du SDRT, Service central du renseignement territorial de la Marne ».

Une heure plus tard, dans le train en direction de Paris, à plusieurs reprises le contrôleur rappelle que « tout colis oublié fera l'objet d'une intervention de l'équipe de déminage ». Dans

---

2. Au niveau local, les CEAF ont pour mission d'organiser la prise de contact et l'accompagnement d'une partie des familles, mais ont également la charge de mobiliser les acteurs locaux pour évaluer la situation et mettre en place un accompagnement socio-psycho-éducatif du « jeune » en voie de radicalisation : « Les dimensions sécuritaires, sociales et éducatives sont ainsi étroitement liées et amènent à des modalités de pratiques nouvelles » (Agathe Petit, Ornella Rizzo, *Repères pour la pratique. Les cellules d'écoute et d'accompagnement. Partage d'expériences issues de la prévention spécialisée pour éclairer une approche socio-éducative des phénomènes de la radicalisation*, IRTS Provence-Alpes-Côte d'azur, Comité national de liaison des acteurs de la prévention spécialisée, Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, 2017, p. 11).

le métro parisien, il nous faut évacuer la rame en raison d'un colis abandonné. À Montparnasse, je croise les bérets verts, j'aperçois les panneaux où est inscrit le slogan « Attentifs ensemble ».

Nous prenons un second train, direction Poitiers. Je souhaite m'assoupir après cette après-midi éprouvante. Je consulte distraitemment la une du *Monde*, un encart me saute aux yeux : « *Monde des Livres*: Michel Houellebecq, au-delà des polémiques ». Je lis les propos du journaliste Sylvain Bourmeau, qui analyse la structure, selon lui, « perverse » du roman *Soumission*<sup>3</sup> :

« Un texte qu'on peut lire comme islamophile (l'islam dans le texte ne fait pas peur) inséré dans un dispositif destiné à susciter la peur (l'hypothèse qui installe le lecteur dans un contexte de menace), et donc à produire de l'islamophobie<sup>4</sup>. »

*Blast*<sup>5</sup>, 11 septembre 2001 : je suis à l'intersection de la préfecture et de la mairie de Poitiers. Je me promène en centre-ville, à la veille d'entrer en formation de moniteur éducateur à l'institut régional du travail social de Poitiers. En cette fin d'après-midi, j'aperçois, sur le chemin entre la préfecture et la mairie, un attroupement devant un bar. Curieux, je m'approche : une cinquantaine de personnes sont agglutinées devant un écran de télévision. Je hausse la tête et aperçois en direct à la télévision le deuxième avion se crasher sur le World Trade Center. Incrédule, je reste sans voix face à ce flot d'images. Sidéré, je regarde autour de moi : le silence règne. Je poursuis ma route sans échanger avec personne.

---

3. Michel Houellebecq, *Soumission*, Paris, Gallimard, 2015.

4. Éric Loret, « C'est Houellebecq qu'on dépassionne », *Le Monde des Livres*, 6 janvier 2017.

5. À l'origine, le *Blast* correspond au souffle qui suit une explosion et plus particulièrement à l'onde de choc, qui entraîne des blessures internes chez l'humain, invisibles, mais irrémédiables. Ici, ce terme est à entendre comme un souvenir intense incorporé physiquement et moralement, un moment suspendu dans le temps et l'espace.

*Blast*, 7 janvier 2015, il est 8 h 30 : je circule en voiture sous le pont Achard à Poitiers en écoutant la revue de presse de France inter. Le journaliste évoque la parution du nouvel ouvrage de Michel Houellebecq *Soumission*. Je fulmine : « Pourquoi allumer des braises à nouveau, les tensions identitaires ? » Vers 12 h 30, j'entre de nouveau dans le tunnel du pont Achard, cette fois-ci dans le sens inverse. J'entends un reporter en direct des locaux de *Charlie Hebdo* évoquant l'attentat en cours (la tuerie a eu lieu à 11 h 30). Les souvenirs s'entrechoquent.

*Blast*, 13 novembre 2015 : en repas de famille, sur l'écran de la télé derrière moi se joue le match de football France Allemagne. Des bruits de pétard, nos regards se détournent, puis nous assistons à ce déferlement de violence inouï se déroulant en direct à la télévision.

Le fait que je me souvienne de façon aussi viscérale des moments au cours desquels j'ai découvert ou vu en direct ces attentats m'interroge. Depuis l'attaque du Bataclan, de nombreux actes terroristes se sont déroulés notamment sur le sol français : Magnanville, Nice, Saint-Étienne-du-Rouvray... Tous ces attentats sont terribles, et pourtant, sur le plan personnel, les moments où j'en ai eu connaissance sont plus flous, moins précis dans ma mémoire. La cruelle force de l'habitude, la lassitude ? Ou bien est-ce que mon esprit veut atténuer l'effroi, le désarroi provoqué ? Je ne sais.

Mais à l'instar du 11 septembre 2001, le 7 janvier 2015, le 13 novembre 2015 resteront dans les « mémoires collectives ». Ces moments-objets<sup>6</sup> ont marqué les mentalités. Qu'on le veuille ou non, en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, nous sommes confrontés au spectre du terrorisme et de la radicalisation.

---

6. Voir Patrick Weil, *Le sens de la République*, Paris, Grasset, 2011, p. 114.

## Préface

Le livre de David Puaud présente une caractéristique rare, voire exceptionnelle, celle de combiner deux approches du problème de la radicalisation, et tout particulièrement du jihadisme. Selon la première approche, on analyse le phénomène en se référant à une littérature déjà nombreuse, et on construit sa problématique à partir de l'observation empirique des cas observés ou la recension des biographies et des statistiques. David Puaud a pu observer six cas concrets, que ce soit dans une relation de face-à-face ou dans l'étude des casiers judiciaires. Il les complète en se référant à d'autres travaux, situations rencontrées sur le terrain, qui lui permettent de construire une typologie des acteurs radicalisés ou en voie de radicalisation. Selon la seconde perspective, c'est l'analyse des mesures adoptées par les pouvoirs publics ou la société civile contre les menaces terroristes qui dégage une vue d'ensemble de ce phénomène, l'efficacité des mesures adoptées pouvant être évaluée, et notamment quelquefois leurs effets positifs ou contre-productifs mis en exergue.

Ces deux perspectives sont plus ou moins autonomes et rares sont ceux qui les combinent pour apporter une vue globale du terrorisme. Dans mon ouvrage principal à ce sujet, je me suis moi-même cantonné à analyser le jihadisme surtout selon la première perspective<sup>1</sup>, réservant la seconde pour des travaux plus spécialisés.

---

1. Farhad Khosrokhavar, *Le nouveau jihad en Occident*, Robert Laffont, 2018.

L'analyse des acteurs jihadistes que nous propose David Puaud est plus qu'enrichissante. Sa connaissance de l'importante production sociologique et de science politique à ce sujet apporte au lecteur de précieux résumés synthétiques et critiques des thèses en place. Par ailleurs, dans la jungle de la littérature journalistique, son apport permet de clarifier beaucoup d'idées et de les contextualiser, en montrant la nature complexe du problème qui exclut tout « profil unique » ou solution simple. Les cas analysés permettent de faire entrevoir la possibilité de sortie de la radicalisation dans certains cas, comme on le voit bien dans celui d'un jeune qui a pu réintégrer la société et mettre un terme à son rejet des autres ainsi qu'à son propre isolement social et mental.

Il faut le souligner, David Puaud fait preuve d'une grande maturité intellectuelle et décrit avec minutie l'influence de la toile, de la géopolitique, mais aussi de la biographie individuelle, aboutissant à une typologie originale où il parle de la radicalisation psychologique, initiatique, métaphysique, politique, nihiliste et d'exclusion.

Dans la section consacrée aux différentes approches de la « déradicalisation » (ou du « désendoctrinement », « désenbrigadement »...), l'auteur s'appuie sur son travail ethnologique, réalisé au sein de douze terrains d'observation, pour souligner à la fois les effets parfois contre-productifs, voire « pervers » des mesures, le flou de la notion de la radicalisation, les attitudes de suspicion généralisée que cela peut induire chez les responsables, la tension et le désarroi que cela cause auprès des travailleurs sociaux – ou d'autres acteurs locaux – d'avoir à jouer le rôle de policier, d'agent des renseignements généraux ou de leurs adjuvants, et les limites d'une « société sécuritaire ». Le fantasme de la sécurité totale, l'utilisation et l'exploitation de la peur collective peuvent engendrer des conséquences délétères sur le long terme, accentuant ladite peur, et poussant à des formes d'action agressive et violente qui rendent difficile la neutralité affective des citoyens les uns vis-à-vis des autres.

Pour aider les jeunes à sortir de la radicalisation, l'auteur recommande de prendre au sérieux leur subjectivité, de graduer l'action des acteurs du terrain, de « faire pour » à « faire avec », voire « faire ensemble », pour faire prendre conscience à la personne la part active qu'elle doit jouer pour mettre fin à une radicalisation dont l'issue est quelquefois la violence.

Enfin, l'auteur propose quelques idées pour contrecarrer la radicalisation tout en acceptant de vivre dans une société où le risque zéro est un fantasme dangereux.

Tout à la fois érudit et critique, cet ouvrage donne la possibilité de vivre avec un certain recul dans le monde turbulent qui est le nôtre, tout en relativisant la portée de la violence terroriste par rapport à d'autres périodes de l'histoire moderne en Europe.

C'est le parti pris de la lucidité, ni angélisme ni diabolisation, qui prévaut, attitude nécessaire pour la préservation de la démocratie dans un monde où la logique de la peur instrumentalisée peut aboutir aux pires formes de populisme et mettre en cause les acquis fondamentaux des droits humains, soit en ethnicisant les terroristes (ce sont des « musulmans » tout court, sans tenir compte du fait que l'écrasante majorité des musulmans n'a rien à voir à ce sujet et rejette la violence jihadiste), soit en faisant des immigrés les boucs émissaires du terrorisme. La capacité d'analyse de David Puaud fait de cet ouvrage l'un des *must* de la littérature sur la radicalisation.

Farhad Khosrokhavar

*Sociologue, directeur de l'Observatoire de la radicalisation  
à la Maison des sciences de l'Homme*



## Introduction

« Pour tout dire, le jihadisme occidental relève d'un ensemble d'affects, d'émotions, de subjectivations délirantes qui trouvent leur fondement dans une surmodernité qui ne propose plus rien si ce n'est le spectacle de sa propre déchéance par l'évacuation de toutes les utopies qui ont été constitutives des Lumières<sup>1</sup>. »

En mars 2017, une majorité de Français (61 %) affirmaient se sentir en insécurité<sup>2</sup>. Dans un climat où la menace terroriste se mêlerait à une montée de la violence, la sécurité s'impose comme l'une des principales préoccupations des Français. Pour 31 % des sondés, la sécurité intérieure était perçue comme le thème le plus prédictif dans leur vote pour la présidentielle 2017, juste derrière le chômage (34 %) et le pouvoir d'achat (33 %). En hausse de 4 % entre septembre et décembre 2016, ce sentiment est en particulier jugé nettement plus présent chez les sympathisants du Front national (83 %) et de droite (69 %) que chez ceux de gauche. D'autre part, 80 % des personnes interrogées demandaient le rétablissement de la double peine et 63 % l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans<sup>3</sup>.

---

1. Farhad Khosrokhavar, *Le nouveau jihad en Occident*, Paris, Robert Laffont, coll. « Le monde comme il va », 2018, p. 565.

2. Institut de la gestion déléguée/Union de la presse quotidienne régionale, « Sondage Odoxa : "Regard des Français et des Européens sur les services publics" », février 2017.

3. Christophe Cornevin, « Sécurité : les Français réclament de la fermeté », *Le Figaro.fr*, 17 mars 2017.

Les actes terroristes de janvier et novembre 2015 à Paris, puis de juillet 2016 à Nice peuvent être considérés comme des moments emblématiques : ils ont remodelé, de manière dense, les représentations autour de notions telles que la violence, le terrorisme ou la radicalisation.

La peur collective autour des attentats et la guerre contre le terrorisme a entraîné la création et/ou la métamorphose de nouveaux dispositifs sécuritaires ainsi que d'une administration sociale spécifique renforçant les liaisons entre des dispositifs d'aide, de surveillance-correction et de renseignement.

L'objet principal de ce livre est d'étudier les conséquences de la mise en place de ces dispositifs et discours liés à l'administration sociale en temps de menace terroriste, au sens d'« un processus par lequel une société crée les services sociaux [qui relèvent autant de l'État social que de l'État pénal], les maintient, les développe et les incorpore à son organisation sociale<sup>4</sup> ».

De manière plus spécifique, l'une des hypothèses est que si l'état d'urgence n'est plus d'actualité administrativement parlant, il reste symboliquement actif. Il entraîne en conséquence le développement d'une administration socio-sécuritaire qui réagit à la peur mais paradoxalement la produit également. En effet, les discours et mesures politiques tendent à s'affranchir de l'état de droit en réponse à la transgression terroriste, en une sorte de « jeu de la peur entretenue depuis des années par le pouvoir », comme le disait Michel Foucault :

« Toute la campagne sur la sécurité publique doit être appuyée pour être crédible et rentable politiquement par des mesures spectaculaires qui prouvent que le gouvernement peut agir vite et fort par-dessus la légalité. Désormais, la sécurité est au-dessus des lois<sup>5</sup>. »

---

4. Jules Perron, *Administration sociale et services sociaux*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1986, cité par Georgette Béliveau, André Lajeunesse, *Service social*, vol. 36, n° 1, p. 166-169, 1987. L'administration sociale regroupe également un *continuum* de dispositifs institutionnels (liés aux secteurs de la santé, de l'enseignement, du travail social, de la justice, de la police...) et discursifs visant notamment la gestion des marginalités.

5. Michel Foucault, *Dits et écrits*, t. III, Paris, Gallimard, 1994, p. 367.

L'inquiétude devenue permanente<sup>6</sup> favorise « une paralysie de la volonté démocratique, une peur diffuse et vague, incapable de désigner l'objet du péril<sup>7</sup> ». Cette « administration des effrois collectifs<sup>8</sup> » entraîne (entre autres) chez certains le détournement de la compréhension sociale du phénomène de la radicalisation en une explication culturelle, ethniciste, voire raciale. Le radicalisme islamiste serait uniquement lié à la religion, à une histoire culturelle. Les analyses sociologiques, historiques et géopolitiques du phénomène sont ainsi laissées en arrière-plan, si ce n'est balayées du revers de la main.

La prédominance de la question ethnique dans les débats autour de la radicalisation participe à une « logique identitaire ensembliste<sup>9</sup> », qui se nourrit de plans de sécurité et de système de contrôle des marges sociales.

Les violences liées à la religion ont de tout temps existé et les études menées sur des périodes relativement longues montrent que ce sont des phénomènes cycliques et ondulatoires.

Aujourd'hui, alors que les actions radicales de groupuscules d'extrême droite, d'extrême gauche, séparatistes ou relevant du catholicisme intégriste existent, le terme de

---

6. Rappelons-nous du discours de Manuel Valls sur le perron de l'Élysée le 15 juillet 2016 après l'attentat de Nice où le Premier Ministre déclare : « Nous avons changé d'époque et la France va devoir vivre avec le terrorisme. » Ce dernier ajoute le 17 juillet que « la menace terroriste est désormais une question centrale, durable [...]. On pourrait refuser de voir la réalité en face, oublier, passer à autre chose, mais je dois la vérité aux Français : le terrorisme fait partie de notre quotidien pour longtemps ».

7. Patrick Boucheron, « Peur de quoi? », *Le Monde des Livres*, 10 novembre 2017, p. 1.

8. *Ibid.*, p. 2.

9. En référence aux analyses de Cornelius Castoriadis autour du *ti legein* au sens de « dire quelque chose de déterminé ». Ce dernier stipulait notamment que « l'institution de la société est toujours aussi nécessairement institution du *Legein*, dans et par lequel se déploie la logique "ensembliste-identitaire" » (Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975, p. 330, 336, 337).

« radicalisation<sup>10</sup> ». Il semble encore aujourd’hui spécifiquement réservé à la sphère islamique.

En effet, bien que l’usage du terme « radicalisation » soit discutable d’un point de vue analytique, sa qualification et son association actuelle avec le djihadisme nécessitent de se demander : de quoi la radicalisation est-elle le nom ? Au sens où ce terme « flottant » relève d’un « fait social total » :

« Le jihadisme est un fait social total dans un sens qui s’inspire de la pensée de Marcel Mauss, “les faits sociaux totaux [...] mettent en branle dans certains cas la totalité de la société et de ses institutions [...] et dans d’autres cas seulement un très grand nombre d’institutions, en particulier lorsque ces échanges et ces contrats concernent plutôt des individus”. Selon moi, un “fait social total” implique toutes les couches sociales [...]. Le jihadisme est aussi et surtout un fait social total parce qu’il touche à ce qu’on pourrait appeler les “fondements symboliques du vivre-ensemble”, au moins dans les sociétés occidentales<sup>11</sup>. »

Depuis le 11 septembre 2001, le terrorisme est devenu « un sujet musulman » au sein du monde occidental. Dans une enquête, des chercheurs américains ont analysé la couverture médiatique aux États-Unis des actes terroristes commis entre 2011 et 2015. Ils ont constaté que les attaques commises par des musulmans représentent une couverture médiatique 449 % plus forte que les autres actes terroristes<sup>12</sup>.

---

10. L’usage même du terme « radicalisation » pose des problèmes. En ce sens, Farhad Khosrokhavar indique que « certains la rejettent en raison de sa polysémie, de l’accent qu’elle met sur une vision linéaire, de la minoration du contexte social et politique ou encore de la psychologisation d’un processus socio-politique complexe. Certains pensent même que la notion est inutile, voire nuisible à cause de sa fausse transparence. Mais l’expression s’est imposée tant dans la littérature policière et sécuritaire que dans les sciences sociales, notamment en raison de l’immense investissement qu’ont fait les États et les institutions de recherche dans ce domaine et sous cette dénomination » (Farhad Khosrokhavar, *Le nouveau jihad en Occident, op. cit.*, p. 16).

11. *Ibid.*, p. 19-20.

12. Erin M. Kearns, Allison Betus, Anthony Lemieux, « Why do some terrorist attacks receive more media attention than others », in *Running head: media coverage of terrorism*, Georgia State University, mai 2017.

Le 20 février 2018, le ministère de l'intérieur indiquait que 19 745 individus étaient recensés dans le fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT)<sup>13</sup> créé en mars 2015<sup>14</sup>. Cependant, ce chiffre agrège des niveaux différents : ainsi, 10 960 personnes étaient considérées comme actives, 3 557 en veille et 4 065 étaient classées en suivis clôturés, ne nécessitant plus aucune surveillance<sup>15</sup>.

Le 23 septembre 2016, *Le Figaro* titrait en une : « Mineurs : la contagion de la radicalisation islamiste. » Le journal s'appuyait sur le fait que 1 954 mineurs étaient signalés comme radicalisés en France, ce qui représentait 18 % des 8 250 individus repérés et déclarés à l'époque pour radicalisation islamiste. En septembre 2017, sur 64 mineurs jugés, 57 ont fait l'objet d'une mise en examen et 28 ont été placés en détention provisoire<sup>16</sup>.

---

13. Ces personnes ont été signalées à la plateforme nationale de signalement du Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR), par les services de renseignement, les états-majors de sécurité départementaux ou des particuliers, pour apologie au terrorisme ou du fait d'un repli identitaire et/ou de revendications d'hostilité envers les institutions. Voir l'annexe 2 en fin d'ouvrage sur les acteurs et actions dans le repérage et la prise en charge des situations de radicalisation.

14. Le FSPRT recense les personnes exclusivement repérées dans le cadre d'une radicalisation religieuse, *a contrario* des fichés S (pour sûreté de l'État) regroupant un ensemble d'individus pouvant « par leur activité, représenter à un moment ou à un autre un risque de trouble à l'ordre public ou une atteinte à la sûreté de l'État », donc aussi bien des radicaux écologistes zadistes que des membres de l'ultra-droite ou des *hooligans*...

15. En mars 2017, toujours selon le ministère de l'intérieur, 17 393 personnes étaient inscrites dans le FSPRT. En novembre 2017, selon la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), 18 000 personnes étaient inscrites, dont 4 000 aux profils les plus dangereux suivis directement par la DGSI. En France, 25 000 individus sont fichés « S » (sûreté de l'État), dont 9 700 pour radicalisation islamiste. En mai 2016, selon le gouvernement français, on comptait 9 300 personnes signalées pour radicalisation violente. Autre chiffre : en novembre 2017, selon le parquet de Paris, 2 370 ressortissants français étaient impliqués dans les filières djihadistes (contre 223 pour l'Espagne, 960 en Allemagne, 1 700 au Royaume-Uni, 749 en Belgique).

16. Jean-Baptiste Jacquin, « Que faire des adolescents radicalisés ? », *Le Monde*, 13 septembre 2017, p. 12.

De manière plus large, entre 2012 et novembre 2017, 99 mineurs ont été concernés par des saisines, dont 70 mis en examen ou mandat d'arrêt, 9 sont en attente de jugement et 20 jugés. La peine la plus sévère prononcée au tribunal pour enfants est de 7 ans<sup>17</sup>.

Comment interpréter les chiffres officiels du ministère de l'intérieur lorsque l'on parle de 1954 mineurs radicalisés sur les 14 780 915 mineurs que comptait au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la France<sup>18</sup> ? Comment considérer 19 745 personnes radicalisées sur 67 186 638 habitants en France<sup>19</sup> ?

Comme le signalait le philosophe Michel Serres, né en 1930, dans un entretien au *Monde* en décembre 2016 :

« En regard de ce que j'ai vécu durant le premier tiers de ma vie, nous vivons des temps de paix [...]. Loin de moi de minimiser les violences et les victimes du terrorisme islamique. Mais c'est un fait historique : depuis sa fondation, l'Union européenne a traversé soixante-dix ans de paix, ce qui n'était pas arrivé [...] depuis la guerre de Troie. Regardons les chiffres et les statistiques en face : le terrorisme est la dernière cause de mortalité dans le monde. Les homicides sont en régression. Le tabac ou les accidents de voiture [...] tuent bien plus que le terrorisme. Les citoyens contemporains ont une chance sur dix millions de mourir du terrorisme, alors qu'ils ont une chance sur 700 000 d'être tués par la chute d'un astéroïde. »

Autre exemple : la pollution de l'air cause plus de 500 000 morts par an en Europe. Comme le souligne Steven Pinker :

« Aussi incroyable que cela paraisse, nous vivons à l'époque la moins violente et la plus paisible de toute l'humanité<sup>20</sup>. »

Et pourtant, il est difficile de se représenter cela, dans une période de l'histoire qui restera marquée par la vague

---

17. Christine Ollivier, « L'événement », *Journal du dimanche*, 24 décembre 2017, p. 4.

18. INSEE, « Population totale par sexe et âge au 1<sup>er</sup> janvier 2018, France », *INSEE Première*, « Bilan démographique 2017 », n° 1683, 16 janvier 2018.

19. *Ibid.*

20. Steven Pinker, *La part d'ange en nous. Histoire de la violence et de son déclin*, Paris, Les Arènes, 2017.

d'attentats en France depuis 2015<sup>21</sup>. Les actes terroristes posent la question de cette notion si complexe à définir qu'est la radicalisation. En effet, elle renvoie à une multiplicité de signifiants et, en fait, à une « in-définition » globale. Cependant, il est nécessaire de tenter de la décrypter, car elle renforce la dissémination d'images spectrales<sup>22</sup> à caractère identitaire :

« Comme l'indique Peter Neuman, le directeur du Centre international d'étude de la radicalisation à Londres, son flou explique sa propagation rapide : l'idée de radicalisation permet de parler de "tout ce qui se passe avant que la bombe n'explode" sans s'attarder sur la compréhension des "causes profondes du terrorisme"<sup>23</sup>. »

Nous voyons dans la prolifération de la notion de radicalisation le signe d'un malaise profond au niveau social et politique. L'étymologie nous amène à la question éminemment anthropologique de la « racine » et donc en conséquence à la prise en compte de ce qui se joue au niveau identitaire dans

---

21. La période de « paix » décrite, entre autres, par Steven Pinker est à relativiser à l'heure où le rôle et la place de l'État s'avèrent fortement concurrencés par l'économie de marché. Selon Michel Foucault, les failles de l'État entraînent la nécessité pour le politique de ne plus penser son pouvoir à partir de notions juridiques d'État et de contrat, mais plutôt à partir de concepts militaires (guerre, batailles, tactiques, stratégies) : « Le pouvoir, c'est la guerre, c'est la guerre continuée par d'autres moyens. Et à ce moment-là, on retournerait la proposition de Clausewitz ("La guerre n'est rien d'autre que la continuation des relations politiques, avec l'appoint d'autres moyens") et on dirait que la politique, c'est la guerre continuée par d'autres moyens » (Michel Foucault, « Il faut défendre la société », *Cours au Collège de France*, 1976, Paris, Gallimard, 1977, p. 16).

22. Au sens d'images effrayantes, de peurs obsessionnelles. Le spectre est fantastique, effrayant et sinistre, mais paradoxalement fascinant, voire provoquant une attirance sans nom. Il est quelque chose qui relève de l'ordre de l'im-possible, c'est-à-dire « de l'impossible comme possible et du possible comme im-possible, de la "possibilité de l'impossible". L'impossibilité ne serait plus l'opposé du possible, mais au contraire ce qui "hante" le possible » (François Raffoul, « Derrida et l'éthique de l'im-possible », *Revue de la métaphysique et de la morale*, vol° 53, n° 1, 2007, p. 73-88). Pour le dire autrement, bien que n'ayant pas d'apparence ni d'existence physique, le spectre, fantasmé, peut surgir à tout instant, en tout lieu.

23. Fabien Truong citant Peter Neumann, *Loyautés radicales. L'islam et les « mauvais garçons » de la nation*, Paris, La Découverte, 2017, p. 13.

nos sociétés contemporaines. Cet ouvrage vise donc également à répondre à cette question : de quoi la radicalisation est-elle le nom, qui est ce « radical » ? Un ennemi intérieur spectral qui, bien que faible en nombre, a réussi à déstabiliser la population et qui tend à instaurer un climat de peur.

La définition proposée par Farhad Khosrokhavar permet de mieux appréhender cet objet fuyant qu'est la radicalisation :

« Par radicalisation, on désigne le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel<sup>24</sup>. »

Les formes de radicalisation contemporaines s'avèrent multiples, d'ordre religieux, mais également politique. Ces dernières années en Europe, on ne peut que malheureusement constater la montée des thèses et opinions favorables envers des groupuscules ou parti d'extrême droite comme en Hongrie, Pologne, Autriche, France, Grèce et Italie. Comment interpréter le succès de librairie de l'ouvrage *Hitler, Mein Kampf. Eine Kritische Edition*, vendu à 85 000 exemplaires fin 2016 en Allemagne une année après sa réédition et son entrée dans le domaine public ? On pourrait également évoquer d'autres formes de radicalisation liées à la religion catholique<sup>25</sup> ou même à la recherche de gains financiers comme l'attaque d'un Germano-Russe en avril 2017 contre le bus des joueurs de football du Borussia Dortmund. La radicalisation concerne également des mouvements d'extrême gauche, par exemple l'envoi d'un colis piégé au siège du Fonds monétaire international (FMI) en mars 2017 qui donna lieu à l'ouverture d'une enquête en flagrance de la section antiterroriste de Paris pour tentative d'assassinat et destruction par moyen explosif en relation avec une entreprise terroriste et association de malfaiteurs terroriste criminelle.

---

24. Farhad Khosrokhavar, *Radicalisation*, Paris, MSH, 2014, p. 7-8.

25. Antton Rouget, « Au secours ! Ma fille s'est radicalisée... chez les cathos », *Causette*, n° 72, octobre 2016, p. 30-33.

Les autorités helléniques établirent à l'époque un lien avec les anarchistes grecs.

En somme, et cela peut surprendre, le phénomène de la radicalisation dite « islamiste » est minoritaire dans les sociétés occidentales. L'une des hypothèses de cet ouvrage est qu'après la figure de la racaille désignée notamment par Nicolas Sarkozy en 2005 à Argenteuil et celle du voyou formulée par Brice Hortefeux en 2010 (tous deux exerçant en tant que ministre de l'intérieur) visant les jeunes des quartiers populaires, le « jeune radical islamiste » est la nouvelle figure réifiant toute une partie de la jeunesse française issue des banlieues. Le spectre de la radicalisation performe l'image du délinquant des quartiers populaires. En effet, à travers la figure de la racaille étaient représentées des normes comportementales telles que l'habillement, les pratiques déviantes et délinquantes. Le jeune radical n'est plus défini uniquement par des pratiques comportementales et/ou délinquantes, mais bien des pratiques religieuses et des potentialités criminelles.

Même minoritaires, tous ces jeunes qui se lancent à corps perdu dans la guerre ou le martyre nous interrogent, car ils sont le révélateur des distorsions et des malaises de notre société.

Comment des individus sur le territoire français peuvent en venir à adhérer à ce type d'idéologie ou à se projeter (de manière plus ou moins consciente) comme sujets violents ?

Il ne s'agit pas, comme nous l'entendons de manière régulière depuis une vingtaine d'années, de comprendre pour excuser<sup>26</sup>. Deux semaines après les attentats de novembre 2015, Manuel Valls, alors Premier ministre, avait déclaré, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, qu'« aucune excuse ne doit être cherchée, aucune excuse. Aucune excuse sociale, sociologique et culturelle, car,

---

26. Bernard Lahire, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, Paris, La Découverte, 2016.

dans notre pays, rien ne justifie qu'on prenne des armes et qu'on s'en prenne à ses propres compatriotes ». Le lendemain, il avait réitéré ses propos devant le Sénat : « J'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses et des explications culturelles ou sociologiques à ce qu'il s'est passé. » Ces propos avaient suscité de nombreuses réactions, notamment de la part de sociologues.

Notre propos n'est bien sûr aucunement de déresponsabiliser les auteurs d'actes criminels :

« Comprendre est de l'ordre de la connaissance (*laboratoire*). Juger et sanctionner sont de l'ordre de l'action normative (*tribunal*). Affirmer que comprendre "déresponsabilise" les individus impliqués, c'est rabattre indûment la science sur le droit<sup>27</sup>. »

Cette « excuse sociologique », évoquée par un responsable politique, ne concerne pas que les sociologues, mais également tous les acteurs sociaux, les juges, avocats, enseignants, infirmiers, aides-soignants qui s'évertuent au quotidien à analyser la complexité des trajectoires sociales, des parcours de vie des sujets qu'ils suivent.

Au-delà des analyses ciblant comme cause primaire le lien entre radicalisation et islamisme et/ou uniquement focalisées sur des déterminismes individuels et/ou sociologiques, il s'agit notamment dans ce travail de tendre à la compréhension de quelques éléments liés à la disponibilité biographique d'individus qui se projettent (de manière plus ou moins consciente) comme sujets violents, que cela soit au niveau des ressorts psychiques, sociaux, historiques, culturels, territoriaux, etc. Il faut entendre cette compréhension comme une tentative de reconstitution d'éléments pluriels qui ont pu se cristalliser dans une situation singulière. Notre démarche s'oppose ainsi à une explication arithmétique qui donnerait à voir la vérité d'une situation immuable et reproductible à d'autres cas similaires.

---

27. *Ibid.*, p. 36.

Comme nous le verrons au fil des chapitres de cet ouvrage, les multiples stratégies de civilité mises en place par les acteurs de terrain et favorisant une posture « antiviolente<sup>28</sup> » (outils, méthodes, pratiques existantes et novatrices) pour prévenir le processus de radicalisation de jeunes en situation de marginalité avancée permettent « d'ouvrir des chantiers sur les lieux mêmes du désarroi et de l'impuissance<sup>29</sup> ». De plus, leur volonté (majoritaire) de vouloir comprendre la « singularité existentielle » de ces sujets violents invite à une bénéfique prise de distance :

« Prendre de la distance permet de prendre en compte l'ensemble d'un problème, alors que tout le monde a les yeux rivés sur les actes délinquants ou criminels et la "personnalité" des auteurs de ces actes. Seules cette prise de distance et cette désindividualisation du problème permettent d'envisager des solutions collectives et durables<sup>30</sup>. »

L'une des hypothèses de ce travail de terrain est de stipuler que le focus sur la radicalisation islamiste a de réelles incidences sur l'imaginaire social, notamment auprès des acteurs de terrain de proximité tant du fait des remaniements des discours que des techniques, directives envoyées aux institutions en termes de repérage des individus « radicalisés ». Ces opérations permettent de performer le dispositif de la radicalisation au sens où le dispositif est considéré comme :

« un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref: du dit, aussi bien que du non-dit<sup>31</sup> ».

---

28. Selon Étienne Balibar, le concept d'antiviolence permet de penser autrement la politique au-delà de la non-violence et de la contre-violence. Voir Étienne Balibar, *Violence et civilité. Wellek Library Lectures et autres essais de philosophie politique*, Paris, Galilée, 2010, p. 64.

29. Jean-Luc Nancy, *Que faire ?*, Paris, Galilée, 2016, p. 17.

30. Bernard Lahire, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, *op. cit.*, p. 45.

31. Michel Foucault, « Le jeu de Michel Foucault », *Dits et écrits*, t. II., Paris, Gallimard, [1977] 1994, p. 299.

Cet ouvrage repose en partie sur des interventions ethnologiques menées entre février 2015 et novembre 2017 sur 12 terrains<sup>32</sup>, soit 12 sessions de 21 heures auprès d'acteurs de terrain confrontés au phénomène de la radicalisation<sup>33</sup>. Sur la majorité des sites, le groupe était composé d'une quinzaine de personnes réunies autour de la problématique suivante : en quoi le focus sur la radicalisation islamiste a des incidences sur les logiques d'actions et l'imaginaire social des acteurs de terrain de proximité<sup>34</sup> ?

Nous restituons ici les résultats de cette enquête en partant du postulat fondamental que la communauté éducative dans son ensemble (travailleurs sociaux, enseignants, bénévoles associatifs...) a un rôle central à jouer en termes de prévention de la radicalisation.

De manière concrète, il s'agit d'interroger la construction politico-médiatique de la figure du jeune radical islamiste issu des quartiers populaires. La figure du radical contribue à entretenir la production d'un « imaginaire social » à travers la diffusion incessante d'« images identitaires et religieuses » qui influent sur l'imaginaire du spectateur et réagence son propre rapport à l'altérité. Ce processus permet la création d'une véritable « institution de l'imaginaire<sup>35</sup> ».

Dans le 1<sup>er</sup> chapitre, nous décrivons des situations rencontrées sur le terrain (ainsi que celle de Mohamed Merah). En lien avec ces dernières, nous appréhenderons dans le chapitre suivant quelques éléments de compréhension liés à la disponibilité biographique des individus qui peuvent les conduire à devenir des sujets violents. « Le spectre de

---

32. Reims, Angoulême, Vesoul, Metz, Thionville, Paris, Dieppe, Saint-Étienne-du-Rouvray, Chaumont, Poitiers, Châlons-en-Champagne, Épernay. Ce travail de terrain fut notamment réalisé en collaboration avec le CNLAPS.

33. L'analyse des travaux journalistiques a permis également d'appréhender la description des événements, les biographies, les débats, et notamment l'évolution des représentations sociales du phénomène entre 2014 et 2018.

34. Voir l'annexe 1 pour la démarche méthodologique.

35. Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*

la radicalisation » sera analysé de façon globale (3<sup>e</sup> chapitre), avant de voir en quoi les événements emblématiques de 2015 ont induit de forts remaniements de nombreux services sociaux de proximité, à l'heure où certains d'entre eux subissent de plein fouet des coupes budgétaires (4<sup>e</sup> chapitre). Dans un 5<sup>e</sup> chapitre, nous reviendrons sur les formes et les effets consécutifs à la mise en place de cette administration socio-sécuritaire en temps de menace terroriste. Enfin, nous mettrons en exergue différentes « stratégies de civilité » mises en place par des acteurs sociaux de proximité visant à prévenir les passages à l'acte violent, mais également les radicalisations de certains individus en situation de marginalité plus ou moins avancée.



## Table des matières

<b>Préambule : Blast</b> .....	5
<b>Préface</b> de Farhad Khosrokhavar.....	9
<b>Introduction</b> .....	13

### Chapitre 1

#### **Trajectoires**

Quentin, 14 ans, ayant refusé de respecter une minute de silence .....	29
Hichem, un islamiste infiltré dans l'animation socioculturelle?.....	32
Les velléités de départ en Arabie Saoudite de Brenda.....	40
Manuel, entre rage et troubles psychologiques.....	46
Adel Kermiche, le meurtre du père Hamel à Saint-Étienne-du-Rouvray.....	52
Mohamed Merah, l'itinéraire chaotique d'un jeune « incapable ».....	60

### Chapitre 2

#### **La disponibilité biographique et sociale des sujets en voie de radicalisation**

Des profils hétérogènes?.....	66
La radicalisation « psychologique et/ou liée à une déficience mentale ».....	80
La radicalisation « initiatique ».....	81

La radicalisation « métaphysique et/ou au-delà de l'existen- tiel ».....	83
La radicalisation « politique ».....	84
La radicalisation « nihiliste ».....	86
La radicalisation « d'exclusion ».....	87

### Chapitre 3

#### **Le spectre de la radicalisation**

Les visages multiples des sujets radicalisés.....	92
Lieux et non-lieux.....	94
Spectre géopolitique.....	97
Spectre intime.....	99
Spectre de la toile.....	101
Spectre des infiltrés.....	103
« On sait bien qui c'est ! ».....	106

### Chapitre 4

#### **L'administration sociale à l'épreuve du spectre de la radicalisation**

L'administration sociale au tournant.....	118
Les cellules d'écoute et d'accompagnement des familles.....	130
L'identification de la personne signalée et de sa famille.....	132
L'établissement de la relation.....	133
L'évaluation et l'accompagnement.....	134
La fin de l'accompagnement.....	135
Surveiller et corriger : des acteurs sociaux dans le brouillard.....	136
Le complexe de la bernique.....	140
De la technicité aux surdispositifs.....	143
Les remaniements du travail social.....	146
La rehiérarchisation des missions.....	148
Jeunes en danger ou dangereux?.....	150
Le travail socio-éducatif et la lutte antiterroriste : coopéra- tions et limites.....	154

## Chapitre 5

**L'administration sociale  
en temps de menace terroriste**

L'injonction sécuritaire .....	162
Le fantasme de la « tranquillité totale » .....	169
Des réponses sécuritaires à la question sociale .....	172
Le procès Merah et la manifestation de vérités identitaires .....	174

## Chapitre 6

**Stratégies de civilité**

Antiviolence et stratégies de civilité .....	186
Prévention sociale et éducative .....	192
Processus et gouttes d'expériences .....	192
L'ancrage territorial et le temps .....	197
Créer du réseau .....	199
Créer des rites de passage .....	201
Bricoler .....	201
Croire dans le désistement .....	204
L'art de l'ordinaire .....	205
L'empathie méthodologique .....	206
La possibilité de débattre .....	207
Distinguer « faire pour », « faire avec » et « faire ensemble » .....	208
<b>Conclusion</b> .....	211
<b>Annexes</b> .....	215
Annexe 1. Principes méthodologiques .....	217
Annexe 2. Repérage et prise en charge des situations de radicalisation : acteurs et actions .....	225
<b>Liste des sigles</b> .....	227
<b>Bibliographie</b> .....	229
<b>Index des noms propres</b> .....	239

# Le spectre de la radicalisation

David Puaud

---

**A** la suite des attentats de Paris et Nice en 2015 et 2016, une nouvelle administration sociale a été mise en place, visant autant à repérer les signes de radicalisation qu'à renforcer les liens entre les dispositifs d'aide, de surveillance et de renseignement.

Dans cet ouvrage, David Puaud propose des analyses documentées aux préoccupations collectives : comment des individus peuvent-ils adhérer à l'idéologie de Daech et se projeter comme sujets violents et quels enseignements tirer des trajectoires des personnes radicalisées ou des terroristes comme Mohamed Merah ?

Au terme d'une enquête anthropologique de plus de deux ans auprès d'acteurs de terrain confrontés à ce phénomène, notamment à Saint-Étienne-du-Rouvray, Metz et Reims, l'auteur décrit et étudie de façon sensible l'environnement post-attentats et les rouages paradoxaux d'une administration sociale qui, en réagissant au spectre de la radicalisation, tend à l'entretenir tout en créant des dispositifs de prévention socio-éducative innovants.

Ce livre s'adresse à tout lecteur s'intéressant au phénomène de la radicalisation, ainsi qu'aux acteurs sociaux désirant mieux cerner les solutions privilégiées en matière de prévention sociale.

**David Puaud**, anthropologue et formateur-chercheur, consacre depuis 2005 ses travaux à la gestion des marges urbaines, notamment à partir d'enquêtes de terrain menées au sein de quartiers populaires français. Il est l'auteur de *Le travail social ou l'art de l'ordinaire* (Fabert, 2013) et de *Un monstre humain ? Un anthropologue face à un crime « sans mobile »* (La Découverte, 2018).

Préface de **Farhad Khosrokhavar**, sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur de l'Observatoire de la radicalisation à la Maison des sciences de l'Homme. Spécialiste de l'islam en France, il a publié chez Robert Laffont en 2018 *Le nouveau jihad en Occident*.

ISBN : 978-2-8109-0666-6



9 782810 906666

[www.pressess.ehesp.fr](http://www.pressess.ehesp.fr)

22 €